

Réseau canadien de documentation pour la recherche

Rapport annuel

2018-2019

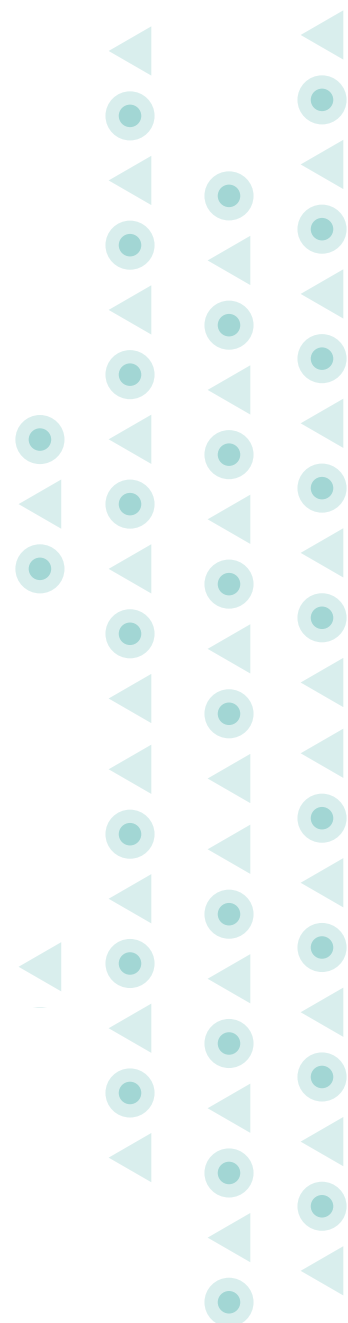


CRKN  RCDR

Canadian Research Knowledge Network
Réseau canadien de documentation pour la recherche

TABLE DES MATIÈRES

Message du président.....	2
Message de la directrice générale.....	3
À propos du RCDR.....	4
Nos membres.....	7
Objectifs stratégiques : 2016-2018	9
Conseil d'administration	11
Assemblée générale annuelle	12
Projets et collaborations	14
Outils et services.....	20
Comité stratégique du contenu	22
Comité de préservation et d'accès	28
Comité des finances et de la vérification.....	33
Analyse de la direction	38
États financiers sommaires	44



Message du président



Puisque mon mandat comme président du RCDR tire à sa fin, je profite de l'occasion pour souligner toutes les réalisations de l'organisation pendant les trois dernières années. Au cours de cette période, le RCDR a fait preuve d'un très grand soutien envers les membres qui vivaient des difficultés budgétaires et devaient composer avec les complexités de l'industrie d'édition. En revanche, les services à valeur ajoutée de l'organisation offrent les données nécessaires aux membres qui doivent parfois prendre certaines décisions. Par ailleurs, le processus de gouvernance et la structure financière renforcée assurent le succès à long terme de l'organisation. Depuis la fusion entre le RCDR et Canadiana.org, qui s'est finalisée en 2018, le mandat de l'organisation s'est élargi avec les nouveaux services de numérisation, de préservation et d'accès au patrimoine documentaire. Ce fut donc une période de changement et de transformation pour le RCDR et ses membres, qui font preuve d'une plus grande collaboration pour atteindre nos objectifs communs et répondre aux besoins des chercheurs au Canada.

Le RCDR contribue de façon importante à la recherche au Canada en offrant un accès équitable au contenu dans l'ensemble du pays. Cet accès permet aux universités canadiennes d'être parmi les meilleurs établissements de recherche et d'enseignement du monde. Les collections de Canadiana intégrées aux ressources du RCDR (notamment des millions de pages de documents patrimoniaux de source primaire) sont désormais offertes gratuitement aux utilisateurs. Par conséquent, la communauté des intervenants s'est élargie et le RCDR participe davantage à l'écosystème de recherche du Canada.

Grâce au travail remarquable du conseil d'administration, des comités et des groupes de travail, nous avons réalisé des initiatives exceptionnelles pour les membres du RCDR et la communauté. De plus, l'organisation entreprend des partenariats stratégiques à l'échelle nationale et internationale.

Cette année, le RCDR entame son nouveau plan stratégique, qui découle d'un travail considérable avec divers intervenants. L'équipe du personnel a mené plusieurs séances de consultation avec les membres et la communauté afin de produire un rapport pour la séance de planification stratégique du conseil d'administration en janvier dernier. Le nouvel exercice financier débute donc avec une vision et une mission renouvelée, en plus de nouveaux objectifs stratégiques. Je profite ainsi de l'occasion pour remercier l'équipe du RCDR pour son expertise et son dévouement, grâce auxquels nous avons atteint nos objectifs et su profiter des occasions qui se présentaient pour les membres.

Enfin, je voudrais remercier le conseil d'administration du RCDR pour son excellent sens de la direction. Je suis également très reconnaissant envers les comités, les sous-comités, les groupes de travail et les membres pour leur soutien. Ce fut un énorme plaisir d'être le président de cette organisation si dynamique et j'envisage l'avenir avec confiance et optimisme.

Cordialement,

Alan Shepard

Président du conseil d'administration, RCDR
President and Vice-Chancellor, Western University

Message de la directrice générale



Le RCDR en est à la dernière année de son plan stratégique actuel, dont les objectifs sont les suivants : collaborer pour faire avancer la recherche numérique; favoriser l'expansion du contenu et des services offerts; mobiliser les membres et les intervenants; maintenir et renforcer la viabilité. Pour atteindre ces objectifs, l'équipe du personnel s'est rencontrée à plusieurs reprises, ce qui a permis à l'organisation de dépasser ces objectifs stratégiques à de nombreuses reprises, tout en se préparant pour l'avenir.

Même si notre mandat s'est élargi, les stratégies de négociation et d'octroi des licences sont demeurées une priorité pour les membres. Tout comme les années précédentes, ces derniers se sont tournés vers d'autres options viables que les « méga-ententes » et vers le libre accès. Cette année, le RCDR a réitéré son soutien envers les projets nationaux innovateurs de libre accès, notamment par l'entremise de son partenariat avec Érudit et la Coalition Publi.ca. L'organisation a également participé à diverses initiatives dans ce domaine dans le but de travailler avec les membres et intervenants pour définir une stratégie canadienne de libre accès. Par ailleurs, nous avons exploré des stratégies de préservation nationales pour le contenu du RCDR qui fait l'objet d'une licence.

Le RCDR en est aussi à sa première année à titre d'organisation fusionnée offrant les services de numérisation, d'accès et de préservation du contenu patrimonial de Canadiana. En 2018-2019, nous avons mis en place le nouveau Comité de préservation et d'accès et les groupes de travail qui en relèvent, ainsi que le Fonds de préservation et d'accès au contenu patrimonial. Je suis très fière d'annoncer qu'au cours de cette année, nous avons rempli notre premier engagement envers les membres, soit l'élimination des frais d'abonnement aux collections de Canadiana, auxquelles les utilisateurs peuvent désormais accéder gratuitement.

Cette importante réalisation nous donne l'occasion dans les prochaines années de décoloniser les métadonnées du contenu autochtone de ces collections.

En août 2018, le RCDR a entrepris l'exercice de planification stratégique pour 2019-2024. Plusieurs consultations ont eu lieu en personne et en ligne pour produire le rapport qui a servi de fondement au conseil d'administration pour la séance de planification stratégique en janvier 2019. J'anticipe avec beaucoup d'enthousiasme le lancement de ce nouveau plan stratégique lors de la conférence du RCDR 2019. Dans le cadre du processus, le RCDR a eu l'occasion de renforcer ses liens avec les membres, intervenants et partenaires, en plus de créer de nouvelles relations avec les utilisateurs des collections de Canadiana, ainsi que la communauté des galeries, bibliothèques, archives et musées (« GLAM »). Par ailleurs, je suis très inspirée par l'engagement et les observations de notre communauté sur les initiatives et objectifs pour l'avenir.

Le RCDR se réjouit d'avoir un conseil d'administration, des comités et des groupes de travail qui démontrent tous un leadership si impressionnant. Permettez-moi de remercier chaleureusement tous ceux qui ont mis à profit leur vision et leur expertise pour atteindre la mission et vision du RCDR.

C'est toujours un plaisir pour moi de travailler avec l'équipe du RCDR, qui fait preuve d'un engagement et d'un professionnalisme inestimables pour nous tous. Je suis aussi toujours très reconnaissante d'avoir l'occasion et l'honneur de représenter les intérêts et de travailler avec tous les membres du RCDR.

Très cordialement,

Clare Appavoo
Directrice générale

À propos du RCDR

RCDR EN BREF

26 employés et un conseil d'administration



5 comités permanents



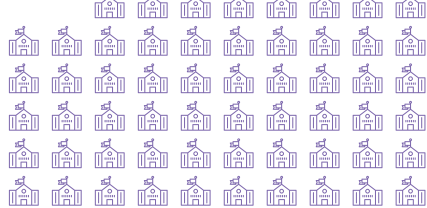
2 groupes de travail associés



Soutient

79 

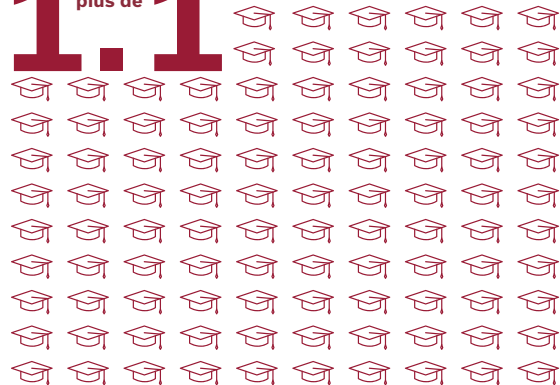
établissements membres



Pour le bénéfice de plus de **44,000** chercheurs et professeurs



Et de plus de **1.1** million d'étudiants à travers le Canada



Administrant plus de **125** millions



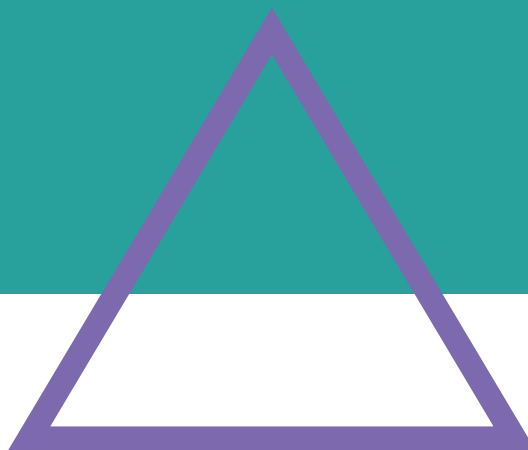
de \$ en dépenses pour les licences

MISSION

Le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) est un partenariat d'universités canadiennes qui se consacre à étendre l'accès au contenu numérique pour la recherche universitaire au Canada. Grâce à l'action concertée des bibliothécaires, des chercheurs, des administrateurs et d'autres intervenants de la collectivité de la recherche, le RCDR entreprend des initiatives à grande échelle d'acquisition de contenu et d'octroi des licences en vue de mettre en place une infrastructure de connaissances pour soutenir la recherche et l'enseignement dans les universités canadiennes.

VISION

Le RCDR est un agent catalyseur d'innovation et de développement qui soutient le plus possible le milieu de la recherche canadien, les activités académiques, les activités créatives et les transferts de connaissance en travaillant de manière créative et collaborative avec les autres parties prenantes.



VALEURS

Responsabilité

La force motrice du RCDR est ses membres, auxquels il rend compte.

Large accès

Le RCDR s'est engagé à obtenir l'accès le plus large possible à la connaissance mondiale au bénéfice de ses universités membres et des collectivités qu'ils desservent.

Collaboration

L'esprit de collaboration et le partenariat entre les parties prenantes sont le pivot de toutes les initiatives et activités du RCDR.

Transparence

Le RCDR fonctionne dans la transparence, dialogue ouvertement, fait connaître ses activités efficacement et tient compte constamment des rétroactions.

Consensus

Le RCDR reconnaît la diversité des établissements qui en sont membres et de la collectivité des chercheurs, et il cherche à établir un consensus et la bonne entente pour l'atteinte d'objectifs communs.

Excellence

Le RCDR vise l'excellence et il cherche constamment à améliorer ses services et ses activités.

NOS MEMBRES

Acadia University
Algoma University
Athabasca University
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bishop's University
Brandon University
Brock University
Cape Breton University
Capilano University*
Carleton University
Concordia University of Edmonton
Dalhousie University
École de technologie supérieure
École nationale d'administration publique
École Polytechnique de Montréal
HEC Montréal
Institut national de la recherche scientifique
Kwantlen Polytechnic University
Lakehead University
MacEwan University
McGill University
McMaster University
Memorial University of Newfoundland
Mount Allison University
Mount Royal University
Mount Saint Vincent University
Nipissing University
Nova Scotia Agricultural College
NSCAD University
OCAD University
Queen's University
Royal Military College
Royal Roads University
Ryerson University
Saint Mary's University
Simon Fraser University
St. Francis Xavier University
Télé-université du Québec
The King's University

Thompson Rivers University
Toronto Public Library
Trent University
Trinity Western University
Université Concordia
Université de Moncton
Université de Montréal
Université de Sherbrooke
Université d'Ottawa
Université du Québec à Chicoutimi
Université du Québec à Montréal
Université du Québec à Rimouski
Université du Québec à Trois-Rivières
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Université du Québec en Outaouais
Université Laurentienne
Université Laval
Université Sainte-Anne
University of Alberta
University of British Columbia
University of Calgary
University of Guelph
University of Lethbridge
University of Manitoba
University of New Brunswick
University of Northern British Columbia
University of Ontario Institute of Technology
University of Prince Edward Island
University of Regina
University of Saskatchewan
University of the Fraser Valley
University of Toronto
University of Victoria
University of Waterloo
University of Windsor
University of Winnipeg
Vancouver Island University
Western University
Wilfrid Laurier University
York University

**Membre associé*

Nouveaux membres

Trois nouveaux établissements membres se sont joints au RCDR cette année : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Bibliothèque et Archives Canada et Toronto Public Library. Lors de l'assemblée générale en 2018, les membres ont voté pour la modification des règlements administratifs afin d'inclure ces trois établissements à titre de membres fondateurs de Canadiana.org. L'inclusion de ces chefs de file de la préservation et de l'accès au patrimoine est l'occasion pour le RCDR de se rapprocher de la communauté «GLAM» (galeries, bibliothèques, archives et musées), ainsi que des utilisateurs des collections de Canadiana.

Capilano University s'est également joint à l'établissement comme premier membre associé. Grâce à ce statut, les établissements qui ne sont pas membres d'Universités Canada peuvent participer aux activités du RCDR dans le domaine des licences et du patrimoine, ce qui favorise la recherche universitaire et les diverses contributions aux ressources patrimoniales canadiennes.

Le RCDR compte désormais 79 membres et nous sommes très heureux d'avoir l'occasion de travailler avec les nouveaux membres pour renforcer la collaboration entre les bibliothèques universitaires et publiques, ainsi que les autres établissements canadiens pour transformer la recherche et l'innovation au Canada.

Objectifs stratégiques : 2016-2018

1 Collaborer pour faire avancer la recherche numérique

Nous évaluerons les partenariats actuels et éventuels afin de mieux concentrer nos ressources et nos efforts au Canada et à l'étranger. Nous voulons réduire la redondance, partager et distribuer le savoir-faire et ainsi repérer les possibilités de financement conjoint.

2 Expansion du contenu et des services offerts

Le RCDR continuera de soutenir, renforcer et évaluer les licences existantes, tout en continuant d'élaborer et de mettre en œuvre un processus systématique afin de déterminer les besoins en contenu divers et toujours en évolution des membres du RCDR et d'y répondre. Nous aiderons nos membres à répondre aux besoins grandissants de leur communauté en offrant une nouvelle infrastructure, d'autres services, et en élargissant leurs rôles dans le cycle de vie des communications savantes en mettant au point une façon systématique d'appuyer l'édition en libre accès.

3 Mobiliser les membres et les intervenants

Nous continuerons d'élaborer et de fournir de solides services aux membres et nous nous engageons à faire participer nos membres à un dialogue véritable. Nous nous engageons à favoriser un degré élevé de confiance et de responsabilisation à la fois avec nos membres et avec nos interlocuteurs.

4 Maintenir et renforcer la viabilité

Grâce à un leadership visionnaire et à l'affectation de ressources à des priorités stratégiques, nous mettrons à contribution les membres et le personnel du RCDR à fournir un éventail complet de services homogènes et de grande qualité, et ce dans les deux langues officielles. Le RCDR gagnera la confiance de ses membres et veillera à ce qu'ils aient une compréhension en profondeur de la valeur du réseau. Le RCDR atténuera les risques financiers en offrant un rendement sur investissement élevé aux membres et en repérant les initiatives ou les partenariats qui attireront du nouveau financement.

Planification stratégique : 2019-2024

En août 2018, le RCDR a lancé un processus ambitieux de planification stratégique. À cette occasion, nous avons consulté diverses parties prenantes pour définir notre vision commune pour 2024.

Du mois de septembre 2018 au mois de janvier 2019, le RCDR a organisé neuf séances de consultation auprès des membres et intervenants, en plus de diffuser trois sondages. Ces consultations ont permis au RCDR d'échanger avec presque 200 individus issus de plus de 70 établissements et d'organiser 13 appels individuels avec certains intervenants. Les résultats de ces consultations ont été consolidés dans un rapport, qui a été distribué aux membres afin d'obtenir leurs commentaires avant de le transmettre au conseil d'administration pour la séance de planification stratégique en janvier 2019.

Le conseil d'administration a pris bonne note des commentaires et observations des membres pour mettre à jour la mission et la vision du RCDR, ainsi que pour définir les trois objectifs stratégiques. Les conclusions de cette séance de planification stratégique ont été transmises aux membres pendant les réunions de consortiums régionaux. Le plan stratégique final sera remis aux membres et intervenants en septembre 2019 pour être ratifié à la conférence du RCDR.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration du RCDR est composé de onze membres bénévoles (dont neuf sont élus et deux sont nommés). Ces individus sont également membres de l'organisation. Le CA bénéficie du soutien de l'équipe de personnel du RCDR, de quatre comités (comité exécutif, comité stratégique du contenu, comité des finances et de la vérification, et comité de préservation et d'accès), d'un

sous-comité (gestion des périodiques), ainsi que deux groupes de travail (priorités du contenu patrimonial et technique sur les plateformes). La structure organisationnelle a pour but d'être représentative, de répondre aux besoins des membres et de définir une vision stratégique afin de diriger des programmes nationaux de contenu.



Rangée avant, de gauche à droite : Catherine Steeves, Clare Appavoo, Alan Shepard, Gwen Bird

Rangée arrière, de gauche à droite : Ian Nason, Lesley Balcom, Constance Crompton, Melissa Just, Daniel Godon, Larry Alford

Absents pour la photo : Rebecca Graham et Todd Mundle

Dr. Alan Shepard

Chair
President and Vice-Chancellor
Western University

Larry Alford

Chief Librarian
University of Toronto

Lesley Balcom*

University Librarian
University of New Brunswick

Gwen Bird*

Vice-Chair
University Librarian and Dean of Libraries
Simon Fraser University

Constance Crompton

Professeure adjointe, Communication,
Faculté des arts
Université d'Ottawa

Daniel Godon

Directeur du Service de la bibliothèque
Université du Québec en Outaouais

Rebecca Graham

University Librarian
University of Guelph

Melissa Just*

Dean, University Library
University of Saskatchewan

Todd Mundle

University Librarian
Kwantlen Polytechnic University

Ian Nason*

Treasurer
Vice President, Finance and
Administration
Dalhousie University

Catherine Steeves*

Vice-Provost and Chief Librarian
Western University

*Membres du comité exécutif

Assemblée générale annuelle

L'assemblée générale annuelle (AGA) 2018 a eu lieu du 16 au 18 octobre de cette même année à Vancouver. Quatre-vingt-huit membres et intervenants y ont participé, ainsi que divers conférenciers et l'équipe du personnel.

En plus de l'AGA, le RCDR a organisé conjointement avec la SNPD un atelier sur le patrimoine documentaire.

Les séances de l'AGA portaient sur les licences, la numérisation, la préservation, l'accès, les conclusions du Groupe de travail sur le dépôt numérique fiable (GTDNF), les approches au libre accès et la planification stratégique.

Les membres ont voté pour la modification des règlements administratifs afin d'inclure Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Bibliothèque et Archives Canada et Toronto Public Library comme établissements membres du RCDR.

Par ailleurs, les membres ont fait des commentaires très positifs pendant la conférence et dans les sondages, indiquant que les séances étaient bien rythmées et informatives. L'évènement a obtenu une cote de satisfaction générale de 100 % (54 % des membres se sont dits très satisfaits et 46 % satisfaits).



En photo, des membres et du personnel durant la réception d'ouverture de l'AGA.

Prix de reconnaissance pour services exceptionnels Ron MacDonald

Les délégués de l'AGA et invités d'honneur étaient conviés à la remise du Prix de reconnaissance pour services exceptionnels Ron MacDonald présenté par Alan Shepard, président du RCDR, à la Bill Reid Gallery of Northwest Coast Art.

Pour l'édition 2018, le prix a été remis à Benoit Séguin. À titre de chef de file et de précieux collaborateur dans son domaine, M. Séguin a beaucoup contribué pendant sa carrière de 34 ans à l'accès au contenu savant pour les chercheurs canadiens. Il a aussi participé à plusieurs initiatives provinciales et nationales pour renforcer l'infrastructure de recherche du Canada. Félicitations Benoit!

Ce prix de reconnaissance a été créé en 2010 en l'honneur du défunt Ron MacDonald, qui fut un collaborateur clé des programmes et services du RCDR.



Gwen Bird, Benoit Séguin, Daniel Godon, Clare Appavoo, et Alan Shepard



Des collègues et membres du RCDR honore Benoit Séguin

Projets et collaborations

Le RCDR participe au nom des membres à divers partenariats et projets conjoints pour faire avancer la recherche numérique.

Grâce à la collaboration avec les bibliothécaires, chercheurs, administrateurs, archivistes, bailleurs de fonds, éditeurs et autres intervenants de la communauté, le RCDR s'est rapproché d'associations, organisations et individus qui travaillent conjointement pour faire avancer la recherche au Canada.

Les membres du RCDR représentent 76 bibliothèques universitaires du Canada, notamment des établissements de recherche reconnus mondialement et des établissements innovateurs axés sur l'enseignement, ainsi que deux bibliothèques nationales et le plus important réseau de bibliothèques publiques du Canada. Nous collaborons avec diverses organisations qui poursuivent les mêmes objectifs dans divers projets qui ont pour but de renforcer l'infrastructure du savoir et de la recherche dans les universités canadiennes. Vous trouverez donc ci-après un aperçu des projets et collaborations de 2018-2019.

Coalition Publi.ca

L'initiative stratégique Coalition Publi.ca a été mise en place par Érudit et le Public Knowledge Project. Elle a pour objectif de favoriser la diffusion de la recherche et l'édition numérique dans le domaine des sciences humaines au Canada et l'étranger.

Au début 2018, nous avons signé une entente quinquennale avec Érudit pour soutenir financièrement les revues qui font partie d'Érudit et de la Coalition Publi.ca. À l'heure actuelle, 54 membres du RCDR participent entièrement au partenariat. L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue s'y est notamment jointe cette année. Six établissements appuient également désormais ce partenariat, dont Thompson Rivers University, qui représente 179 revues, dont 88 sont actuellement en libre accès. Cette entente s'inscrit dans la lignée du succès des précédentes itérations du partenariat RCDR-Érudit. En effet, la relation entre ces deux organisations est passée du statut d'abonnement commercial à celui de partenaire pour atteindre nos objectifs communs. Ce partenariat et la Coalition Publi.ca permettent de créer de nouvelles relations entre les revues et bibliothèques, en plus de soutenir financièrement les revues canadiennes dans la transition vers le plein libre accès à la fin de l'entente actuelle.

ORCID-CA

ORCID dote les chercheurs d'un identifiant numérique permanent pour désambigüiser les noms de recherche, notamment par l'intégration aux flux de travail comme la soumission des manuscrits et les demandes de subvention, ce qui établit un lien entre les chercheurs et leurs activités professionnelles.

Créé au printemps 2017, ORCID-CA, un consortium multipartite, offre aux organisations et aux établissements canadiens un accès privilégié au registre d'ORCID à coût réduit, ainsi qu'un accès aux services de la communauté.

À titre de consortium, le RC DR dirige ORCID-CA, en plus d'héberger le gestionnaire de la communauté ORCID-CA dans ses locaux.

Cette année, le personnel d'ORCID-CA a organisé plusieurs webinaires, notamment sur l'intégration de pratiques optimales basées sur le travail de quatre membres d'ORCID-CA, ainsi qu'un webinaire conjoint avec CANARIE. Le consortium a aussi tenu un forum national inaugural auquel 155 personnes ont participé. L'objectif du forum était de présenter le travail d'ORCID-CA et d'explorer ensemble les prochaines étapes d'ORCID au Canada.

En plus de nombreux autres ressources et documents pour soutenir les membres, le personnel d'ORCID-CA a élaboré en

2018-2019 un guide de planification pour aider les membres à intégrer ORCID dans leur établissement.

Cette année, le comité consultatif d'ORCID-CA a aussi défini une liste d'objectifs pour encadrer ses stratégies et activités :

- Tous les chercheurs actifs au Canada auront un identifiant ORCID
- Les chercheurs canadiens utilisent leur identifiant ORCID dans l'ensemble du cycle de recherche
- Travailler avec les trois organismes pour intégrer ORCID à leurs systèmes de gestion des subventions et de CV
- ORCID-CA est un organisme viable qui ne cesse d'accroître son nombre de membres
- Les éditeurs, les organismes subventionnaires et les établissements d'à travers le Canada reconnaîtront ORCID comme identifiant permanent de choix selon la communauté

Aujourd'hui, on compte plus de 100 000 identifiants au Canada; en 2017-2018, il y en avait 86 000.

Stratégie canadienne de numérisation du patrimoine documentaire

Fondée en 2016, la Stratégie canadienne de numérisation du patrimoine documentaire (SNPD) permet aux institutions de mémoire canadiennes de travailler ensemble pour la numérisation, la préservation et l'accès au patrimoine documentaire du Canada. La directrice générale du RCDR est membre du comité directeur de la SNPD. Notre organisation participe notamment à divers projets de collaboration et initiatives conjointes. Certains membres du personnel du RCDR font partie du groupe de travail technique de la SNPD.

Le 16 octobre 2018, le RCDR et la SNPD ont organisé un atelier conjoint sur le patrimoine documentaire auquel 124 personnes ont participé. L'objectif de l'atelier était de présenter le travail de numérisation et de préservation de ces deux organisations, puis de déterminer comment celles-ci peuvent évoluer pour répondre aux besoins de nos communautés.

Christina De Castell, bibliothécaire en chef, Vancouver Public Library, a prononcé un discours pour commencer l'atelier. Par la suite, nous avons présenté une mise à jour sur le travail récent des deux organisations. Il y avait également deux tables d'experts sur le contenu et la découverte du patrimoine documentaire, ainsi qu'une séance interactive sur les besoins des utilisateurs.

SCOAP³

L'initiative SCOAP³ (Sponsoring Consortium for Open Access Publishing in Particle Physics) a pour but de mettre en libre accès les principales revues dans le domaine de la physique des hautes énergies. Pour atteindre cet objectif, les frais d'abonnement que les bibliothèques paient actuellement seront redirigés vers l'initiative. Le RCDR est le point de contact national pour l'administration de SCOAP³ au Canada et la directrice générale de notre organisation est également présidente du comité directeur de SCOAP³.

SCOAP³ a réussi à convertir en libre accès environ 90 % des articles en physique des hautes énergies sans occasionner de frais pour les auteurs. Avec le lancement de la phase III, prévue le 1^{er} janvier 2020, les 10 % restants pourraient potentiellement aussi être convertis.

Le projet a dernièrement lancé la version bêta d'un dépôt mis à jour (<https://beta.scoap3.org>). Le nouveau site offre un plus grand nombre d'outils en libre-service, dont un accès direct à la liste des articles exportés, ainsi que des nouvelles options de recherche et de filtrage, notamment de l'information propre à chaque pays.

COUNTER

Le RCDR continue de contribuer activement à COUNTER, l'organe international de normalisation des statistiques d'utilisation des ressources électroniques. Certains membres de notre organisation ont participé à la mise en place de COUNTER Code of Practice Release 5. En août 2018, le RCDR a traduit en français le document « Guide pratique de la version 5 pour les bibliothèques » pour la communauté et les membres francophones. Nous travaillons aussi avec d'autres consortiums pour encourager les éditeurs à soutenir Release 5.

Collaboration de consortiums pour la plateforme sur les statistiques d'utilisation des bibliothèques

Depuis 2016, le gestionnaire des services aux membres et des services de métadonnées du RCDR participe au comité consultatif du projet CC-PLUS (Consortia Collaborating on a Platform for Library Usage Statistics). Ce projet a été lancé par ICOLC (International Coalition of Library Consortia) afin de mettre en place un prototype d'une plateforme de technologie ouverte sur les données d'utilisation pour les consortiums de bibliothèques et leurs membres.

Cette plateforme permettra de recueillir, d'afficher et d'analyser les données d'utilisation des bibliothèques membres du consortium. La démonstration de faisabilité s'est conclue grâce à une subvention d'IMLS (Institute of Museum and Library Services). Par ailleurs, deux établissements membres du RCDR ont participé à la phase de test : Memorial University of

Newfoundland et l'Université d'Ottawa. Le code est diffusé sur Github et CC-PLUS a obtenu une deuxième subvention d'IMLS pour transformer la démonstration de faisabilité en service logiciel durable. Le personnel du RCDR participera également à l'évolution de CC-PLUS pendant la seconde phase.

Index des projets de numérisation du patrimoine canadien

L'Index des projets de numérisation du patrimoine canadien (IPNPC) a été lancé en 2016 pour les collections du patrimoine numérique à travers le Canada. Il inclut des collections numériques provenant d'universités, archives et bibliothèques provinciales, musées, sociétés historiques locales et bien plus encore.

Pendant la dernière année, le personnel du RCDR a augmenté l'IPNPC, notamment avec l'inclusion d'un plus grand nombre de collections autochtones. De plus, des descriptions en français ont été ajoutées aux collections existantes lorsqu'il était possible de le faire.

En 2018-2019, le personnel du RCDR a ajouté plus de 100 nouvelles collections numériques à l'IPNPC, pour un total de plus de 1500 collections. Les pages de l'IPNPC ont été visionnées 10 205 fois l'an dernier, ce qui représente une augmentation de 31 % par rapport aux 12 mois précédents.

Préservation du patrimoine numérique

Depuis sa fusion avec Canadiana.org, le RCDR est responsable des collections de Canadiana, du Dépôt numérique fiable et du site web de Canadiana.

Collections de Canadiana

Les collections de Canadiana incluent Canadiana en ligne, Héritage et Notre mémoire en ligne.

Notre mémoire en ligne (ECO) a été créée en 1999 en partenariat avec Bibliothèque et Archives Canada, University of Toronto et l'Université Laval comme projet pilote pour déterminer s'il était possible de numériser des microfiches. Le projet fut un succès et divers documents ont été ajoutés à la collection jusqu'en 2017. Au total, la collection ECO compte 5,8 millions de pages qui sont désormais découvrables dans Canadiana en ligne.

Canadiana en ligne regroupe plus de 95 000 publications (19 millions de pages). La collection est divisée en trois sous-collections : monographies, publications en série (périodiques, publications annuelles et journaux) et publications gouvernementales. Canadiana en ligne inclut majoritairement des

titres publiés avant les années 1920, ainsi que l'ensemble du contenu de Notre mémoire en ligne.

Héritage est une collection de documents d'archives qui a été créée en partenariat avec Bibliothèque et Archives Canada. Elle regroupe actuellement 900 collections, soit 41 millions de pages de microfiches numérisées provenant des plus importantes archives de Bibliothèque et Archives Canada.

Au cours de l'année, près de 400 000 pages de contenu ont été ajoutées à Canadiana en ligne et environ 140 000 pages de documents d'archives ont été ajoutées à la collection Héritage.

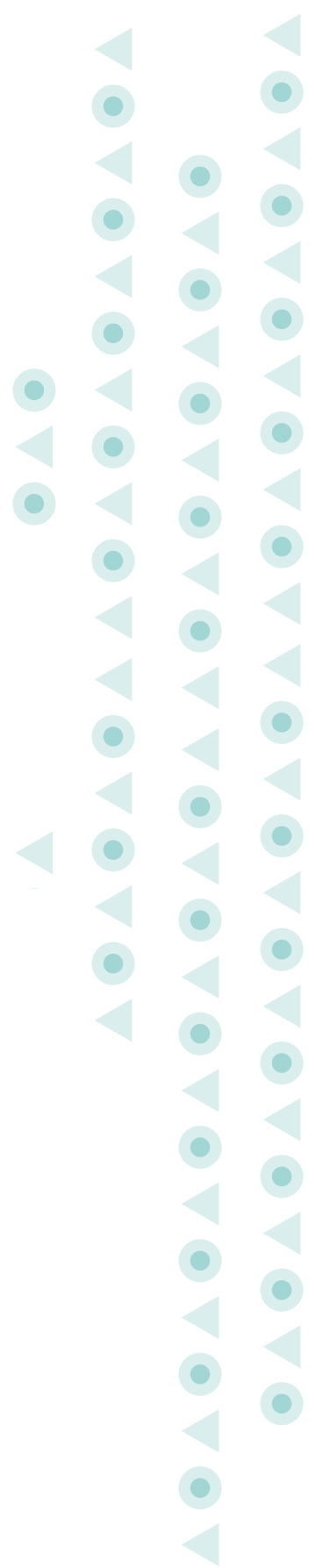
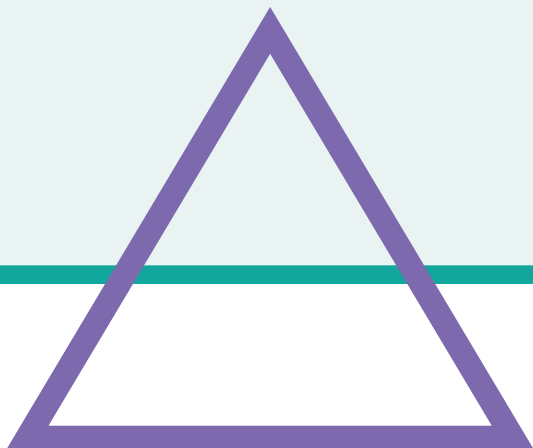
Dépôt numérique fiable

Le RCDR gère le Dépôt numérique fiable (DNF) de Canadiana. Il s'agit d'un système de préservation numérique intégré et fiable dans lequel le contenu déposé peut être repéré, recueilli, géré et conservé de façon sécuritaire au fil du temps. Le DNF est une solution de préservation permanente pour le patrimoine documentaire numérisé par le RCDR, ainsi que le contenu déjà numérisé ou créé en format numérique par des partenaires tiers.

Fonds de préservation et d'accès au contenu patrimonial

La proposition d'affaires pour la combinaison du RCDR et de Canadiana prévoyait la création d'un nouveau Fonds de préservation et d'accès au contenu patrimonial par le réacheminement des frais d'abonnement que les membres payaient pour le contenu de Canadiana. Par conséquent, nous avons demandé aux membres, lors de l'AGA en 2017, s'ils acceptaient de rediriger ces frais vers le nouveau fonds de PACP pendant trois ans. Nous avons également invité les membres du RCDR qui n'étaient pas abonnés à Canadiana à verser au fonds 2 % de leurs cotisations annuelles au RCDR pendant cette même période. Grâce au fonds de PACP, le RCDR sera en mesure d'améliorer les services de Canadiana et de développer la plateforme du Dépôt numérique fiable (DNF) pendant la transition du contenu de Canadiana vers le libre accès.

Le fonds de PACP a été lancé en novembre 2018 et nous avons facturé les membres pour l'année civile 2019. À titre de fonds distinct, il n'affecte aucunement les cotisations au RCDR.



Outils et services

Le RCDR offre divers outils et services pour aider les membres à atteindre leurs objectifs institutionnels et prendre des décisions quant à leurs collections. Ceux-ci ont été mis en place en fonction des besoins des membres et pour s'adapter rapidement à un environnement qui évolue sans cesse. Nous vous invitons donc à explorer notre [site web](#) pour en apprendre plus sur les outils et services offerts aux membres.

Analyse de la valeur des revues

Le RCDR recueille annuellement des données sur l'utilisation des revues qui se trouvent dans les plus importants ensembles renouvelés prochainement. Cette analyse a pour but d'aider les membres à déterminer la valeur de ces ensembles pour leurs établissements. En 2018, le RCDR a distribué aux membres l'Analyse de la valeur des revues (AVR) annuelle pendant le mois d'août. Le rapport contenait une analyse de toutes les licences de revues qui seraient prochainement renouvelées, dont American Chemical Society, Cambridge University Press, Institute of Physics, Oxford University Press, Royal Society of Chemistry et Springer.

L'AVR 2018 contenait aussi de nombreuses améliorations : analyse de l'année de publication, statistiques d'utilisation du libre accès et données thématiques améliorées. Le personnel du RCDR prépare l'AVR 2019, dans laquelle vous trouverez une analyse des revues qui seront renouvelées en 2019, notamment Springer et Taylor & Francis. Nous devrions l'envoyer aux membres pendant l'été 2019.

Service de taux de change

L'essentiel du contenu du RCDR sous licence est négocié et payé en dollars américains (USD), mais il est facturé aux membres en dollars canadiens (CAD). Afin de minimiser les risques découlant du taux de change pour les membres, nous offrons des services de taux de change pour que les membres aient plus de contrôle et la capacité de prévoir leur budget. Par le biais de ces services, ils obtiennent un taux de change fixe ou ils peuvent présenter une offre pour éventuellement obtenir un meilleur taux pour certaines licences du RCDR parmi les plus importantes. En 2018-2019, les frais de licences ont dépassé les 125 \$ millions CAD à cause de la valeur de l'USD. Les services de taux de change est entièrement optionnel et il est offert pour un faible montant administratif.

En 2018-2019, ces services étaient offerts pour les licences Elsevier ScienceDirect, Taylor & Francis Online Journals et Wiley-Blackwell Online Database. Dans le formulaire d'engagement envoyé aux membres, le RCDR proposait également l'option de recevoir une facture en USD pour la première année (2019) du renouvellement de la licence SpringerLink.

Dix-neuf membres ont soumis une offre en CAD, tandis que huit membres ont demandé de recevoir une facture en USD, pour un total de 20,5 \$ millions USD ou plus de 28 % du montant total facturé pour les quatre licences participantes. Au cours de l'année, le personnel du RCDR a beaucoup amélioré le processus de facturation des membres en USD.

Étant donné le succès des services, le Comité des finances et de la vérification a recommandé de prolonger les services de taux de change en 2019-2020. Les membres ont l'option de recevoir une facture en USD pour les licences Elsevier Science Direct et Taylor & Francis en 2020. Cette option sera également offerte pour les renouvellements des licences SpringerLink et Wiley Blackwell en 2020.

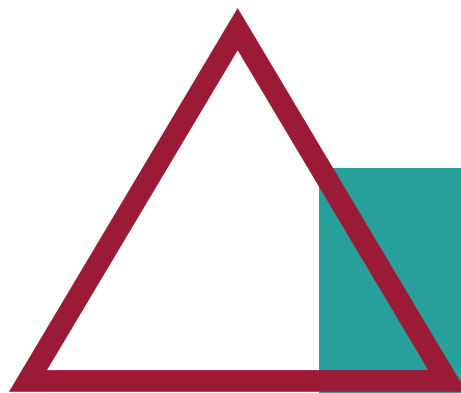
Services de numérisation, d'hébergement et de préservation

En plus de numériser et préserver des documents pour les collections de Canadiana, le RCDR est fier d'annoncer que des services de numérisation, d'hébergement et de préservation sont désormais offerts aux membres et intervenants, notamment les archives, agences gouvernementales, bibliothèques publiques, musées et galeries.

Au cours de l'année, l'équipe du RCDR a numérisé 2,2 millions de pages pour quatre clients : la Bibliothèque du Parlement, University of Victoria Libraries, Numeris et la Ville de Peterborough.

Le RCDR a également offert en 2018-2019 ces services d'hébergement et de préservation à neuf organismes : l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC), services de géomatique et de météo spatiale (Ressources naturelles Canada), Affaires mondiales Canada, Bibliothèque du Parlement, McGill University Archives, Mississauga Library System, Numeris, Shortgrass Library System et South Mountain Library System.

Au total, le RCDR héberge plus de 7,3 millions de pages (39 776 documents) pour ces organisations partenaires.



Comité stratégique du contenu

Le conseil d'administration a créé le Comité stratégique du contenu (CSC), qui est un comité permanent responsable des éléments suivants :

- Élaborer des moyens systématiques d'analyse des besoins avec les membres et d'en surveiller l'application, afin de mener des consultations utiles sur les priorités, les besoins des membres en matière d'identification, de négociation, d'implémentation des ressources électroniques et d'accès perpétuel à ces ressources ;
- Se tenir au courant des nouveaux développements dans le paysage de l'édition savante et des occasions éventuelles de promouvoir les intérêts des membres ;
- Définir les objectifs, les principes, les stratégies, les spécifications pour les négociations avec les fournisseurs, les négociations de libre accès, les accords de licence, et les recommander au Conseil, selon qu'il y a lieu ;
- Surveiller l'application par le personnel des stratégies de négociation convenues, aider le personnel chargé des négociations et lui servir de ressource, conformément aux objectifs établis par le Conseil d'administration ;
- Évaluer les résultats des négociations, mettre le Conseil au courant des progrès, des nouveaux développements, des problèmes et des conditions contractuelles en ce qui concerne les négociations ;
- Conseiller le personnel et l'aider à mettre en œuvre efficacement les accords de licence et l'accès (y compris, par exemple, la gestion des périodiques et les détails de l'accès perpétuel) ;
- Contribuer avec des conseils stratégiques et leur expertise pratique provenant de leurs expertises professionnelles pour supporter la planification générale du RCDR, l'implantation de programmes et les communications ;
- Travailler de près avec les autres comités pour aligner les divers objectifs en ce qui a trait aux coûts de licence et au partage de ces derniers ;
- Mettre le Conseil et le personnel au courant des problèmes de politique et/ou de fonctionnement découlant des travaux du comité et pouvant exiger une délégation à un autre groupe ou des mesures à prendre ailleurs au sein de l'organisation ;
- Assumer les autres responsabilités que le Conseil peut lui déléguer de temps à autre.



Rangée avant, de gauche à droite : Craig Olsvik, Amanda Holmes, Gabrielle Prefontaine, Todd Mundle, Clare Appavoo, Jason Friedman, Arnald Desrochers

Rangée arrière, de gauche à droite : Tanja Harrison, Sandy Stiff, France Paul, Denise Koufogiannakis, Pamela Jacobs, Harriet Rykse, Alison Ambi, Weijing Yuan

Absentes pour la photo : Jennifer Richard, Chantal St-Louis et Émilie Lavallée-Funston

Membres

Todd Mundle

Chair
University Librarian
Kwantlen Polytechnic University

Gabrielle Prefontaine

Vice Chair
Dean of the Library
University of Winnipeg

Délégués du Council of Atlantic University Libraries (CAUL) :

Alison Ambi (beginning January 2019)

Head, Collections Strategies
Memorial University of Newfoundland

Tanja Harrison

University Librarian
Mount Saint Vincent University

Jennifer Richard (until December 2018)

Academic Librarian
Acadia University

Délégués de l'Ontario Council of University Libraries (OCUL) :

Harriet Rykse
Associate Chief Librarian
Western University

Pamela Jacobs

Head, Collections & Content
University of Guelph

Délégués du Bureau de coopération interuniversitaire (BCI) :

Arnald Desrochers
Chargé de project
Bureau de coopération interuniversitaire

Chantal St-Louis

Directrice adjointe
Université Laval

Délégués du Council of Prairie and Pacific University Libraries (COPPUL) :

Denise Koufogiannakis
Associate University Librarian
University of Alberta

Sandy Stiff

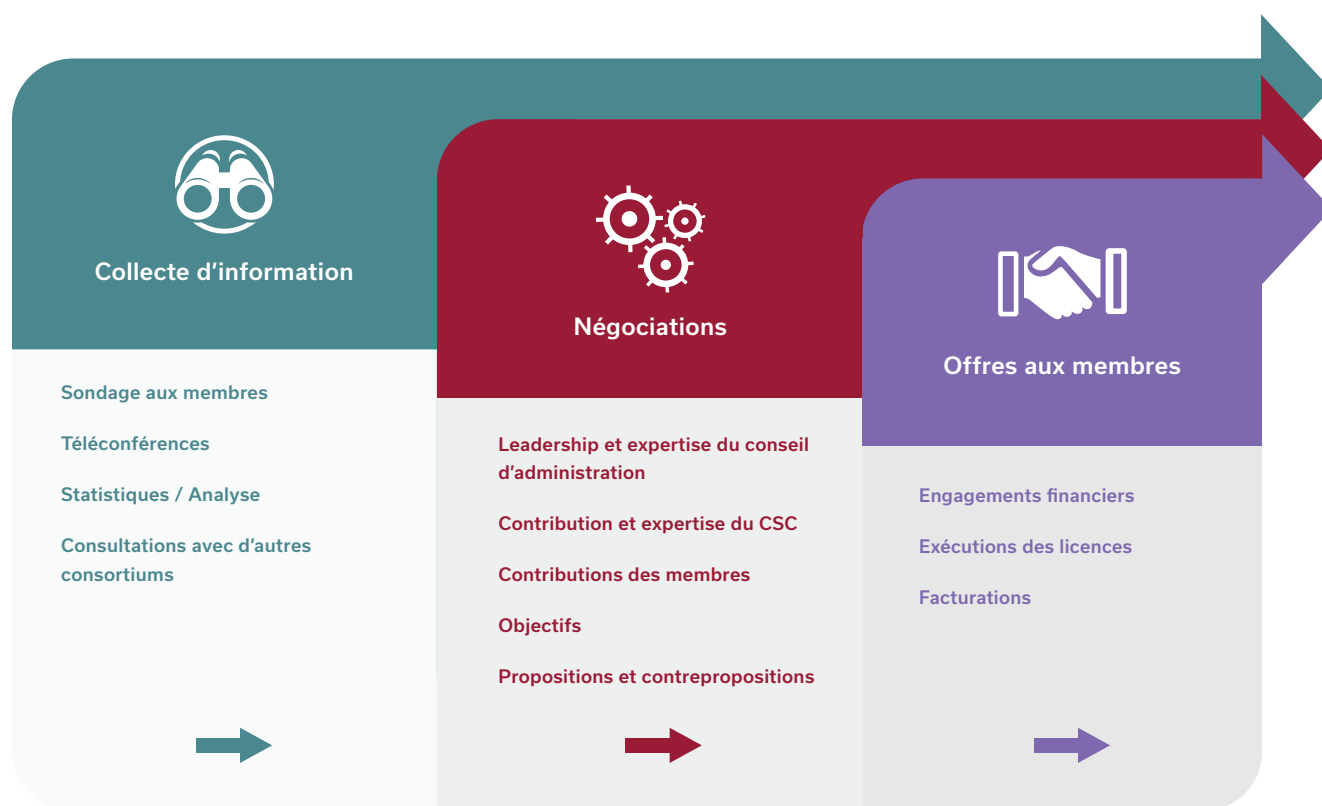
Associate Dean,
Collections Services
MacEwan University

Équilibrage bande 13 :

Weijing Yuan

Head, Licensing and eResource Acquisitions
University of Toronto

PROCESSUS DE NÉGOCIATION DU RCDR



Rapport du Comité stratégique du contenu

Licences renouvelées en 2018-2019 :

- American Chemical Society – Web Editions & Legacy Archive
- American Mathematical Society – MathSciNet
- Cambridge University Press – Journals
- Center for Research Libraries – Global Resources
- Clarivate – Web of Science & Web of Knowledge
- Elsevier – Scopus
- Institute of Physics – Journals & E-Books
- Oxford University Press – Journals
- ProQuest – Alexander Street Press Databases, House of Commons Parliamentary Papers, Historical Newspapers
- Royal Society of Chemistry – Journals & E-Books
- Springer Nature – Journals

Renouvellement des licences

Plusieurs ensembles majeurs de revues ont été renouvelés en 2019, essentiellement chez des éditeurs qui se spécialisent en sciences sociales et dans certains domaines précis, mais aussi chez un important éditeur commercial multidisciplinaire, Springer Nature. Nous n'avons pas encore conclu d'accord pluriannuel avec

Springer, mais nous avons prolongé la licence précédente d'une année sans augmentation de frais pendant que nous négocions les conditions du prochain accord pluriannuel.

Divers ensembles de revues ont aussi été renouvelés auprès d'American Chemical Society, Cambridge University Press, Oxford University Press, Institute of Physics et Royal Society of Chemistry. Pour chaque licence, les membres du RCDR avaient l'option de s'abonner à un plus petit sous-ensemble, soit par collection thématique ou en sélectionnant individuellement certains titres. Dans plusieurs cas, le RCDR a aussi travaillé avec les éditeurs pour réintégrer divers membres qui s'étaient retirés d'un accord. Le taux de participation aux licences de Cambridge University Press et Oxford University Press a notamment augmenté.

En 2018-2019, le CSC a négocié un rabais de 20 % sur les frais de traitement des articles de la licence Cambridge University Press. Pour les prochains renouvellements de licence, le CSC a travaillé considérablement auprès des membres pour déterminer leurs priorités en matière de libre accès et de l'intégration potentielle de composantes du libre accès dans les licences qui seront renouvelées en janvier 2020. Le CSC étudie des options à cet égard pour son contrat avec Taylor & Francis comme première étape vers un modèle entièrement fondé sur le libre accès.

Migration vers le système de bandes

L'année 2019 marque la fin du processus de migration vers le système de bandes pour la tarification des revues de l'importante licence Institute of Physics. Cette transition a pour but d'offrir un système de tarification plus équitable et transparent pour les membres d'une même bande du RCDR. Il s'agit de s'éloigner d'une tarification basée sur des facteurs historiques comme les montants payés auparavant pour les titres imprimés. La migration s'est faite sur une période de trois ans, soit pendant la durée de la licence précédente (2016-2018) afin de limiter le fardeau pour les membres dont les tarifs augmentaient.

La licence des revues American Chemical Society est également en cours de transition vers le système de bandes, mais elle se fera sur six ans. La seconde tranche de trois ans de cette transition commence avec le renouvellement de la licence pour la période 2019-2021. Après cette période, les participants paieront des cotisations en fonction du système de bandes.

Le RCDR a créé le système de bandes en 2015 afin de regrouper les membres pour une tarification plus équitable et transparente. Les membres sont affectés à une bande en fonction de trois facteurs (étudiants équivalents temps plein, professeurs équivalents temps plein et subvention de la recherche).

Clause de retrait

Depuis le renouvellement des licences en 2018, le RCDR offre une clause de retrait pour une grande majorité des accords, notamment tous les principaux ensembles de revues. Il s'agit d'un important changement par rapport aux accords précédents, où les participants devaient s'engager fermement pour une période de trois ans, sans avoir la possibilité de se retirer d'un accord. L'option de retrait s'applique à la

deuxième et troisième année d'un accord, ce qui permet aux membres de signer un accord, tout en ayant la possibilité de se retirer si la situation financière de leur bibliothèque ou de leur établissement change. Que les membres puissent choisir de ne plus participer à une licence sans que cette décision n'affecte les coûts pour les autres participants est une principale composante de la clause de retrait du RCDR, qui figure dans la plupart des accords.

Sous-comité de la gestion des périodiques

Le sous-comité de la gestion des périodiques est composé des membres suivants :

Patricia Pang

Chair
Electronic Resources Assistant
University of Victoria

Melissa Belvadi

Collections Librarian
University of Prince Edward Island

Carolle Blais

Bibliothécaire, Acquisition et traitement
des ressources documentaires
Université du Québec à Montréal

Courtney Bremer

eResources Access Manager
University of Waterloo

Sue Fahey

Head of Serials and Acquisitions
Memorial University

Mandi Schwarz

Library Assistant – Electronic Resources
University of Northern British Columbia

R. Scott Shannon

eResources Administrator
University of New Brunswick

Wei Zhao

Senior Metadata Librarian
McMaster University

En 2018-2019, le Sous-comité de la gestion des périodiques (SCGP) s'est rencontré dix fois pour analyser les listes de titres du résolveur de liens CUFTS (désormais désactivé) qui se trouvait à Simon Fraser University. Cette analyse a été menée conjointement avec le processus de mise à jour annuelle des listes de titre KBART (Knowledge Base And Related Tools).

Dans le cadre du processus, le SCGP a défini des critères pour la Liste du RCDR des revues en libre accès et travaillé avec l'équipe du personnel afin d'élaborer un plan de communication pour le lancement de cette liste. Grâce à son expertise, le sous-comité a également aidé le personnel à créer des fichiers KBART pour les collections de Canadiana, dans le but d'accroître la découvrabilité du contenu. Ces fichiers seront distribués aux résolveurs de liens durant l'été 2019.

Groupe de travail sur le Dépôt numérique fiable

Le Groupe de travail sur le dépôt numérique fiable (GTDNF) a été créé en 2017 pour élaborer un cadre de référence, ainsi qu'un modèle de service, de gouvernance et de partage des coûts afin de mettre en place le Dépôt numérique fiable (DNF) pour les membres du RCDR. L'objectif du cadre de référence est d'assurer un accès à long terme aux ressources du RCDR qui font l'objet d'une licence et d'offrir un mécanisme indépendant des éditeurs pour que les membres puissent se prévaloir de leurs droits post-annulation.

Le service de DNF proposé repose sur les fondements du DNF de Scholars Portal, qui dessert les bibliothèques d'OCUL (Ontario Council of University Libraries), conformément à l'entente de service avec University of Toronto Libraries (UTL).

Le GTDNF a effectué son travail et livré son rapport final au conseil d'administration en juin 2018, qui a approuvé les recommandations du rapport. Ces dernières ont été présentées aux membres à l'assemblée générale annuelle à Vancouver en 2018. Les membres ont voté pour les recommandations du GTDNF et accordé au RCDR le mandat de procéder aux étapes suivantes avec UTL, OCUL et Scholars Portal afin de mettre en œuvre une solution nationale de préservation post-annulation pour les ressources du RCDR qui font l'objet d'une licence.

Groupe de travail sur la transition des licences

En janvier 2017, le conseil d'administration a approuvé la création d'un Groupe de travail sur la transition des licences (GTTL). Celui-ci avait pour mandat d'aider le RCDR à définir la meilleure façon de soutenir les membres qui choisissent de se retirer d'une « méga-entente », en plus de proposer d'autres stratégies au CSC pour les négociations auprès des éditeurs. Le GTTL s'est donc rencontré plusieurs fois, il s'est penché sur une analyse bibliographique et il a consulté les membres du RCDR. Le GTTL a soumis son rapport final en janvier 2018.

À la lumière des recommandations du GTTL, la grande majorité des licences ont désormais une clause de retrait. Par ailleurs, d'autres options que les « méga-ententes » sont offertes avec la plupart des renouvellements depuis 2018. En juin de cette même année, le RCDR a mené un sondage sur les outils d'analyse et de statistique pour soutenir davantage les membres. Le rapport qui découle du GTTL oriente les renouvellements de licences et services aux membres.

Comité de préservation et d'accès

Le conseil d'administration a créé le Comité de préservation et d'accès (CPA) à titre de comité permanent du CA. Le CPA est responsable des tâches suivantes :

- Évaluer les exigences de préservation numérique et d'accès des membres et des autres parties concernées ;
 - Formuler des recommandations sur la manière dont le DNF devrait être exploité pour répondre à ces besoins ;
 - Recommander et superviser une stratégie à long terme pour la mise en place, le positionnement et l'utilisation du DNF, conformément au plan stratégique du RCDR ;
 - Évaluer la valeur et le coût de remplacement de la plateforme et du contenu du DNF; évaluer les risques à court et long-terme pour les deux ; déterminer si les ressources et plans de prévention et de rétablissement en cas de catastrophe sont adéquats ;
 - Recommander des objectifs et des normes pour la préservation, sécurité des données, disponibilité des services, soutien et résolution de problème ;
 - Recommander des normes en matière d'accès, fonctionnalités et métadonnées ;
 - Assumer d'autres responsabilités que le conseil d'administration peut lui déléguer de temps à autre ;
- Présenter des recommandations sur les éléments suivants :
 - › Accroissement des capacités du DNF pour soutenir des formats, métadonnées et types de contenu additionnels ;
 - › Développement de nouveaux services, API et fonctionnalités pour aider les chercheurs et autres utilisateurs dans la découverte, l'accès et l'utilisation de contenu et métadonnées archivés dans le DNF ;
 - › Intégration du DNF à d'autres systèmes d'accès et de préservation numérique ;
 - › Développement de fonctionnalités pour la gestion du contenu, de ressources numériques ou d'autres services du dépôt institutionnel ;
 - › Autres améliorations ou extensions ;
 - › Recommander des priorités de développement et d'amélioration pour les fonctionnalités et capacités du DNF ;
 - › Déterminer comment adapter et intégrer la plateforme du DNF à d'autres initiatives d'accès et de préservation numérique au Canada et à l'échelle internationale ;
 - › Créer et superviser des groupes de travail techniques pour évaluer certaines normes, pratiques et technologies pour la mise en place du DNF. Ces groupes seront composés d'experts, de représentants institutionnels, d'intervenants et de membres du personnel.



Rangée avant, de gauche à droite : Rebecca Ross, Ian Milligan, Rebecca Graham, Clare Appavoo, William Wueppelmann

Rangée arrière, de gauche à droite : Paul Durand, Dana McFarland, Beth Stover, Mark Jordan, Sharon Farnel, Émilie Fortin, Sascha Adler, Russell McOrmond, Eric Schwab

Absente pour la photo : Johanna Smith

Membres

Rebecca Graham
Chair
University Librarian
University of Guelph

Dana McFarland
Vice Chair
eResources & Scholarly
Communication Librarian
Vancouver Island University

Paul Durand
Spécialiste, gestion de la
collection digitale
Musée canadien de l'histoire

Sharon Farnel
Metadata Coordinator
University of Alberta

Émilie Fortin
Chef de la section Production
numérique, préservation et
conservation des collections
Université Laval

Mark Jordan
Head of Library Systems
Simon Fraser University

Ian Milligan
Associate Professor of History
University of Waterloo

Eric Schwab
Manager, Digitization &
Preservation
Toronto Public Library

Johanna Smith
Directrice générale,
Services au public
Bibliothèque et Archives Canada

Rapport du Comité de préservation et d'accès



Plateformes de préservation et d'accès

En 2018-2019, le CPA a supervisé d'importants changements dans l'infrastructure des plateformes de préservation et d'accès aux collections de Canadiana. Nous avons élaboré une carte routière technologique en août 2018 qui indique les mesures à prendre pour séparer la plateforme de préservation et la plateforme d'accès, en plus d'intégrer deux importants outils soutenus par la communauté : Archivematica et IIIF. Deux projets formels ont été mis en place pour uniformiser et pour moderniser l'infrastructure des plateformes en séparant les fonctions de préservation et d'accès, ainsi qu'en transférant le stockage d'objets numériques vers la plateforme Swift, qui correspond aux normes de l'industrie.

En 2018-2019, le CPA a examiné tous les portails non entretenus et préparé un plan pour les désactiver. Dans le cadre du processus, le comité a avisé les membres et intervenants de ces changements aux portails et il s'est assuré que le contenu soit archivé.

Nous avons déplacé le matériel de serveur qui était exploité à Ottawa à la bibliothèque Robarts Library de University of Toronto pour profiter des installations spécialisées du centre de données et pour accroître la connectivité du réseau. Par ailleurs, nous avons remplacé l'infrastructure qui était en fin de durée de vie utile, installé des commutateurs réseau plus rapides et rafraîchi plusieurs serveurs.

Dépôt numérique fiable

Après la fusion du RCDR et de Canadiana.org, Center for Research Libraries (CRL) a accordé au RCDR la certification de Dépôt numérique fiable (DNF). En 2018-2019, nous avons transmis à CRL de l'information mise à jour sur les rôles et responsabilités, ainsi que d'autres renseignements, pour assurer le transfert permanent de la certification.

En janvier 2019, le RCDR a entrepris une évaluation systématique de son infrastructure, de ses opérations et de ses politiques relatives au DNF afin de repérer tout changement nécessaire pour répondre aux exigences de la certification. Le RCDR a également mis en place un plan de projet pour déterminer toutes les améliorations requises afin d'assurer la préservation des documents numériques de manière fiable.

L'évaluation initiale n'a révélé aucune lacune opérationnelle ou technique importante qui remettrait en question la capacité du RCDR d'offrir des services de préservation fiables équivalents ou supérieurs aux services de son prédécesseur. Nous devons en revanche revoir nos documents et politiques pour intégrer les activités de préservation de Canadiana.org au sein de l'organisation fusionnée, en plus d'indiquer que le RCDR est désormais responsable de la gouvernance et gestion de ces services.

Collections de Canadiana

En 2018-2019, près de 400 000 pages de contenu ont été ajoutées à Canadiana en ligne et environ 140 000 pages de documents d'archives ont été ajoutées à la collection Héritage.

Pour accroître la découvrabilité des collections de Canadiana, plus de 78 000 notices MARC ont été créées et placées sur le site web du RCDR. Étant donné l'intérêt marqué des membres du RCDR, le personnel a également commencé à créer des fichiers KBART pour Canadiana en ligne.

Sous la direction du CPA, le RCDR étudie depuis 2018-2019 comment décoloniser les métadonnées des collections de Canadiana. Avec l'expansion du contenu et la facilité d'accès, nous devons absolument veiller à ce que ces documents respectent les sensibilités culturelles et s'accompagnent de déclarations adéquates sur les droits et l'utilisation.

Sondage auprès des utilisateurs de Canadiana

En décembre 2018, nous avons envoyé un sondage à tous les anciens abonnés de Canadiana, en plus de le diffuser sur le site web du RCDR, de Canadiana et sur les réseaux sociaux. Soixante-neuf personnes y ayant répondu, le sondage indique que de façon générale, les utilisateurs sont satisfaits de la plateforme et des collections. Les réponses montrent aussi que les fonctions de recherche et de navigation posent parfois un problème aux utilisateurs, qui voudraient plus d'options de téléchargement et une plus haute résolution d'image. Ces derniers ont par ailleurs souligné l'importance d'avoir du nouveau contenu, surtout des journaux locaux. Le CPA a analysé les conclusions du sondage pour orienter la planification stratégique.

Accès sans frais

L'élimination des frais d'abonnement aux collections de Canadiana représente une des plus grandes réalisations du CPA pour l'année 2018-2019. En effet, le RCDR a supprimé ces frais le 1^{er} janvier 2019, ce qui permet aux chercheurs d'accéder sans frais à 60 millions de pages de patrimoine documentaire canadien numérique. Cette initiative s'inscrit dans la fusion du RCDR et de Canadiana.org. Les utilisateurs ont réagi très favorablement à l'accès sans frais, ce qui a accru l'utilisation et la visibilité des collections de Canadiana. Il s'agit également d'une première étape pour que celles-ci soient offertes en libre accès.

Groupe de travail sur les priorités du contenu patrimonial

Le groupe de travail sur les priorités du contenu patrimonial (GTPCP) a été créé en janvier 2019 et compte les membres suivants :

Gabrielle Prefontaine

Chair
Dean of Libraries
University of Winnipeg

Jordan Bass

Coordinator, Research Services and Digital Strategies
University of Manitoba

Melanie Brown

Gestionnaire, Initiatives stratégiques
Bibliothèque et Archives Canada

Loren Fantin

Executive Director
Our Digital World

Danny Létourneau

Chef de service - Médiathèque et
Chef de bibliothèque
Université de Montréal

Dan Mirau

Library Director
Concordia University of Edmonton

Kathryn Rose

Humanities Research Liaison Librarian
Memorial University Libraries

Eric Schwab

Manager, Digitization and Preservation
Toronto Public Library

Le GTPCP a pour objectif de définir des principes et critères à partir desquels le personnel du RCDR pourra évaluer et déterminer les priorités de numérisation, d'ingestion, de conversion et d'augmentation du contenu patrimonial des collections de Canadiana. Le GTPCP doit recommander des plans selon leur ordre de priorité pour rendre les collections actuelles et futures plus accessibles aux chercheurs par le biais de meilleures métadonnées et de collections mieux organisées. De plus, le GTPCP doit faire des recommandations au CPA et au conseil d'administration sur les principes et critères que le personnel du RCDR utilisera pour évaluer et choisir des projets qui génèrent des revenus dans le domaine de la numérisation, de la préservation et de l'hébergement pour des tiers.

La première réunion du GTPCP a eu lieu en février 2019. Pour préparer ses travaux, le groupe de travail s'est penché sur le processus de développement et les politiques historiques et actuelles des collections, ainsi que sur le programme de numérisation de l'organisation.

Le GTPCP doit soumettre son rapport final et ses recommandations au CPA et au Comité stratégique du contenu en septembre 2020.

Groupe de travail technique sur les plateformes

Le groupe de travail technique sur les plateformes (GTTP) a été créé en janvier 2019 et compte les membres suivants :

Mark Jordan

Chair
Head of Library Systems
Simon Fraser University

Corey Davis

Digital Preservation Coordinator
COPPUL

Erin Johnson

Metadata Management Librarian
Western University

Faye Lemay

Gestionnaire, Préservation numérique
Bibliothèque et Archives Canada

Steve Marks

Digital Preservation Librarian
University of Toronto

Donald Moses

Interim University Librarian
University of Prince Edward Island

Daniel Sifton

Coordinator, Library Automation and
Technical Services
Vancouver Island University

Lee Wilson

Gestionnaire de service
Portage

Le GTTP a pour objectif d'évaluer et de faire des recommandations sur le développement des plateformes de préservation et d'accès de Canadiana. Le groupe de travail contribuera à la mise en œuvre de pratiques exemplaires favorisant les métadonnées sur la plateforme et à épanouir les actifs des collections de Canadiana pour les utilisateurs et les chercheurs. Le GTTP appuiera l'équipe technique Canadiana pour respecter les exigences administratives du DNF et déterminer comment le DNF peut répondre aux besoins des membres et de la communauté. La première réunion du GTTP a eu lieu en février 2019. Le mandat du groupe de travail se termine en 2021 à la conférence du RCDR.

Comité des finances et de la vérification

Le conseil d'administration a créé le Comité des finances et de la vérification (CFV) à titre de comité permanent du CA. Le CFV est responsable des tâches suivantes :

- Conseiller le Conseil d'administration sur toutes les questions financières touchant le RCDR ;
- Recommander la nomination des vérificateurs ;
- Examiner l'étendue de la vérification et approuver les honoraires de vérification ;
- Recevoir les états financiers vérifiés du RCDR et déterminer s'ils sont présentés de façon raisonnable et conformément aux principes comptables, et si l'information fournie est suffisante, avant de les présenter au Conseil ;
- Recevoir et examiner le rapport annuel écrit du vérificateur ;
- Recommander le budget annuel au Conseil, y compris la cotisation annuelle ;
- Déterminer s'il y a lieu de réviser les budgets et faire des recommandations en conséquence au Conseil ;
- Donner des avis au Conseil sur des questions particulières concernant les exigences financières ;
- Examiner, au nom du Conseil, tous les contrats, ententes ou autres instruments touchant les affaires financières du RCDR qui doivent être présentés au Conseil, et faire des recommandations au Conseil sur les mesures à prendre ;
- Veiller à ce que le RCDR se donne un processus efficace pour bien harmoniser ses ressources financières avec ses orientations stratégiques ;
- Promouvoir la transparence et la responsabilisation dans toutes les activités financières et de planification du RCDR ; et
- Assumer les autres responsabilités que le Conseil peut lui déléguer de temps à autre.

Le CFV privilégie une approche consultative dans son travail pour mobiliser les membres au besoin et obtenir leur avis régulièrement.



Rangée avant, de gauche à droit : Bernard Bizimana, Clare Appavoo, Andrew Coward

Rangée arriere, de gauche a droit : Ken Blonski, Mariette Philippe, France Paul, Ryan Chen, Ian Nason

Absent pour la photo : Daniel Godon

Membres

Le CFV est composé de deux membres du conseil d'administration du RCDCR et de trois individus ayant les connaissances et l'expertise financière requise, qui représentent les établissements membres.

Ian Nason

Chair and Treasurer
Vice-President Finance & Administration
Dalhousie University

Bernard Bizimana

Directeur de la bibliothèque
HEC Montréal

Andrew Coward

Treasurer
University of Victoria

Daniel Godon

Directeur de la bibliothèque
Université du Québec en Outaouais

France Paul

Directrice des services techniques,
Service des bibliothèques et archives
Université de Sherbrooke

Rapport du Comité des finances et de la vérification



Conclusion de la vérification pour l'exercice 2017-2018 et planification de la vérification de l'exercice 2018-2019

En juin 2018, le Comité des finances et de la vérification (CFV) a examiné les états financiers vérifiés de l'exercice se terminant le 31 mars 2018. Le comité a également passé en revue le rapport du vérificateur (notamment lors d'une rencontre à huis clos avec ce dernier) et recommandé au conseil d'administration de les approuver.

À sa réunion le 8 mars 2019, le CFV a rencontré les vérificateurs du cabinet Deloitte pour approuver la portée, le processus, les responsabilités formelles en matière de rapport et l'approche de la vérification ainsi que confirmer l'équipe de vérification pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019.

Processus budgétaire des exercices 2018-2019 et 2019-2020

Le CFV doit recommander des principes généraux pour orienter la préparation budgétaire annuelle, en plus d'examiner le budget préliminaire préparé par la direction et recommander au conseil d'administration d'approuver le budget annuel. Les membres du CFV se sont rencontrés le 8 mars 2019 pour revoir le budget préliminaire pour l'exercice 2019-2020 afin que le conseil d'administration puisse l'approuver.

Le budget pour l'exercice 2019-2020 comprend cinq éléments :


1. Projet de budget
2. Sommaire et segmentation du budget 2019-2020
3. Analyse d'écart 2019-2020
4. Projections pluriannuelles
5. Contexte : processus et principes de l'élaboration budgétaire

Le 25 mars 2019, le conseil d'administration a approuvé le budget pour l'exercice 2019-2020 à la recommandation du CFV, incluant le déficit de 286 172 \$ prévu au budget.

Échanges sur les cotisations des membres

Depuis quelques années, le CFV doit revoir et mettre à jour les cotisations des membres du RCDR. Ces cotisations sont calculées à partir des travaux du Groupe de travail sur les bandes.

Lors d'une téléconférence en mai 2018, le CFV a approuvé le projet de maintenir le système de bandes, en ajustant le calcul des cotisations pour minimiser les variations pour les membres entre 2017-2018 et 2018-2019. Nous avons envoyé aux membres les factures de cotisation pour 2018-2019 en juin 2018.



En mars 2019, le RCDR a contacté les membres pour leur faire part des changements au niveau des bandes et de l'impact de ces changements dans la structure des cotisations pour 2019-2020.

Fusion du RCDR et de Canadiana.org

Le CFV a examiné la version préliminaire des états financiers vérifiés de Canadiana.org pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018. Le comité a également rencontré les vérificateurs du cabinet Bouris Wilson le 6 juin 2018. Le CFV a étudié les conditions d'achat et la transaction de vente, notamment la déclaration d'indemnités de licenciement non comptabilisées. Le comité a conclu que le RCDR rend compte de la transaction de façon uniforme dans les états financiers vérifiés des deux organisations.

Les membres de Canadiana.org étaient conviés à une assemblée extraordinaire le 8 juin 2018 pour recevoir les états financiers vérifiés pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018 et voter pour la dissolution formelle de l'organisation.

La dissolution de Canadiana.org s'est conclue officiellement le 5 mars 2019. Tous les passifs salariaux et montants de TVH (notamment les déclarations de TVH pour des périodes antérieures) ont été payés.

Gouvernance et politiques mises à jour

Le CFV examine les politiques financières du RCDR sur une base triennale rotative. Cette année, le comité a revu les politiques suivantes :

- Politique sur les membres associés
- Politique de placement (anciennement l'énoncé de politique de placement)
- Politique sur les actifs nets
- Politique sur les frais de déplacement
- Politique d'achat

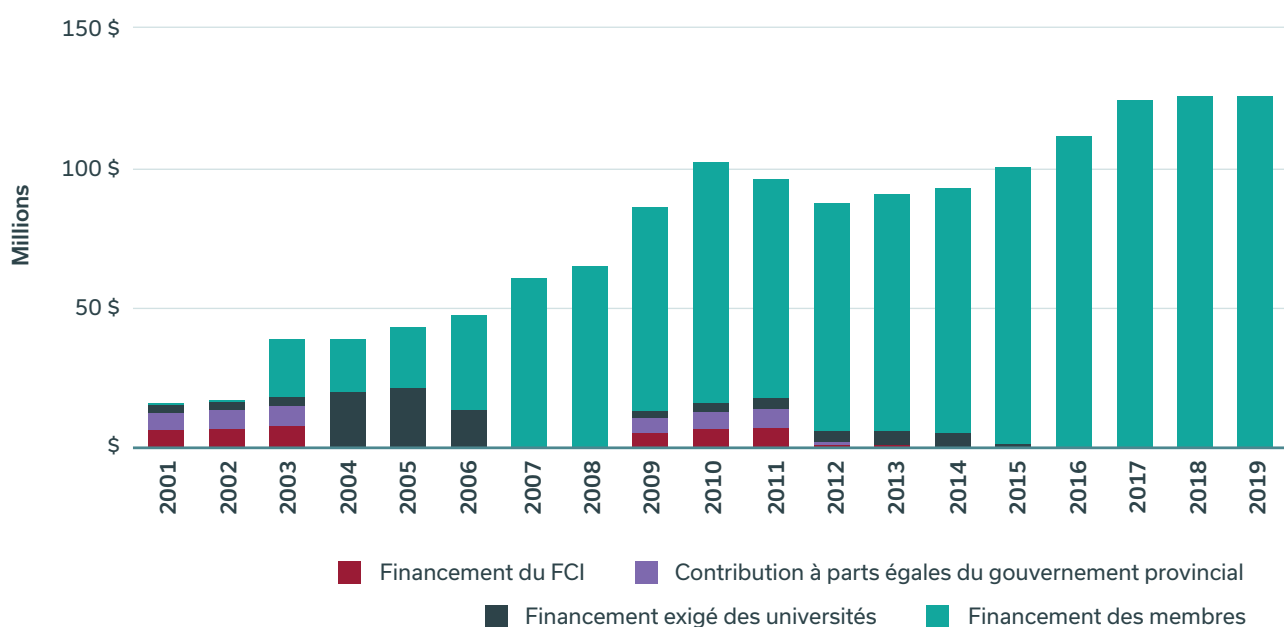
Gestion du risque

Le CFV a évalué régulièrement le cadre de gestion du risque du RCDR, notamment le rapport annuel sur la gestion du risque. En fonction des recommandations du CFV, le personnel de l'organisation a modifié le format du registre des risques et examiné en profondeur les risques associés au fusionnement avec Canadiana.org.

Partenaire financier

L'investissement de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) a été déterminant pour établir une infrastructure collaborative du savoir à l'appui du mandat du RCDR, qui consiste à accroître l'accès au contenu de recherche numérique. En 2001, la FCI a investi 20 millions de dollars à l'appui du Projet canadien de licences de site nationales (PCLSN), et des gouvernements provinciaux et les établissements membres ont injecté 30 millions de plus en fonds de contrepartie. En 2009, la FCI a encore une fois investi dans le projet de l'ICN (19,1 millions de dollars), les provinces et les établissements membres versant des fonds de contrepartie (29 millions de dollars). Aujourd'hui, les membres du RCDR continuent d'investir dans du contenu de grande valeur et de générer des atouts supplémentaires dans le cadre de modalités de licences avantageuses, de projets de recherche interdisciplinaire.

Le capital d'amorçage du FCI mobilise des investissements durables



Analyse de la direction

L'exercice s'est terminé le 31 mars 2019

L'Analyse de la direction a pour but de compléter les états financiers vérifiés du RCDR pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019. Le Comité des finances et de la vérification (CFV) et le conseil d'administration ont examiné et pris des notes sur le bilan, le sommaire et le rapport suivant avant de l'approuver pour le transmettre aux membres.

Les états financiers du RCDR sont la responsabilité de la direction. Ils ont été élaborés conformément aux Normes comptables pour les organismes à but non lucratif canadiens, puis vérifiés par la firme Deloitte & Touche, LLP, qui n'a soulevé aucun problème ou amélioration dans la lettre transmise à la direction ou son rapport final transmis au CFV.

Le 31 mars 2019, le RCDR a terminé sa quinzième année d'opérations indépendantes à titre d'organisme sans but lucratif incorporé. La vaste majorité de ses revenus et dépenses concernent les accords de licences nationaux conclus avec les éditeurs de contenu de recherche numérique au nom des membres du RCDR.

L'administration du RCDR a pour but de gérer adéquatement ces accords en fonction du pouvoir d'achat et d'action de l'organisation pour le bienfait de tous les membres.

Sommaire exécutif

Le RCDR continue de financer ses opérations à l'interne, à partir de revenus d'intérêt et d'autres sources au besoin, sans se tourner vers le crédit et en surveillant étroitement son flux de trésorerie. Les objectifs financiers pluriannuels lui évitent de trop dépendre de revenus de placements, de contrôler ses coûts et de ne pas puiser dans les excédents, si possible. L'organisation s'efforce par conséquent d'équilibrer le volume et la portée de ses activités en fonction des sources de revenus, notamment pour financer ses opérations en cours.

Dans le cadre de son mandat, le RCDR s'engage à faciliter l'accès au contenu numérique pour la recherche universitaire au Canada de manière rentable, stable et prévisible. Cette année, l'organisation est devenue responsable des activités de numérisation, de préservation et d'accès au patrimoine qui relevaient auparavant de Canadiana.org.

La combinaison de ces deux organisations donne au RCDR l'occasion de collaborer avec divers intervenants pour faire avancer l'érudition numérique au Canada.

Le RCDR a prévu au budget un surplus de 111 000 \$ pour l'exercice 2018-2019. Au cours de l'année, l'organisation a réalisé un bon nombre d'économies ponctuelles, revenus de placement et autres types de revenus (notamment grâce aux frais de numérisation et au fonds de préservation et d'accès au contenu patrimonial/PACP) qui se traduisent par un surplus de 970 000 \$.

Cette année, nous avons embauché une nouvelle agente des licences, une agente des services aux membres et des licences, un agent des finances, une coordonnatrice des communications, un gestionnaire de projet pour le développement de la plateforme et plusieurs techniciens en numérisation. Nous avons également finalisé la facturation pour la première année du fonds de PACP et avons d'importants projets de numérisation, notamment pour la Bibliothèque du Parlement et d'autres organismes. En janvier 2019, le RCDR a éliminé les frais d'abonnement à Canadiana, dont les collections sont désormais accessibles sans frais.

Analyse des états financiers

Solde bancaire et créditeur : les retards de facturation des éditeurs, qui s'étendent au-delà du renouvellement de licences prévu le 1^{er} janvier, ont encore eu un impact considérable sur le solde bancaire et créditeur au 31 mars 2019.

Le RCDR n'a aucune inquiétude quant à sa capacité de recouvrer les montants à recevoir et s'assure toujours d'avoir les ressources financières nécessaires pour répondre aux exigences opérationnelles. Le 20 février 2019, le RCDR a reçu tous les montants à payer de Canadiana.org (qui a été liquidée et dissoute comme société le 5 mars 2019).

Licences prépayées et revenus de licence

reportés : le RCDR engage ses dépenses de licences et touche les revenus correspondants sur une base mensuelle alors que l'accès aux licences est accordé. En conséquence, l'organisation dispose habituellement d'importants revenus de licence reportés qui compensent les licences prépayées. Ces soldes de licences non utilisés sont plus élevés que l'an dernier, essentiellement à cause du calendrier de facturation des éditeurs.

Immobilisations : le personnel du RCDR a ajouté de nouvelles catégories d'actifs pour l'équipement de numérisation, les scanners et les commutateurs réseau nécessaires pour l'achat des immobilisations de Canadiana.org. L'organisation a aussi acheté du nouvel équipement de numérisation, du mobilier de bureau et des serveurs pendant l'exercice 2018-2019.

Créditeurs et charges à payer : le solde payable du RCDR varie selon les cycles de licence d'une année à l'autre.

Remises gouvernementales : comme les opérations relatives aux licences du RCDR sont de nature périodique, la taxe à la consommation ou les sommes recouvrables sont parfois considérablement élevées. De façon générale, le RCDR recouvre la totalité de la TPS, TVH et TVQ payées dans le cadre de ces opérations.

Revenus reportés : comme les années précédentes, le RCDR a équilibré les revenus reportés et les licences prépayées. Dans le cadre de la combinaison avec Canadiana.org, l'organisation a également reporté les montants payés par les membres et les revenus des licences de Canadiana en ligne et d'ECO. Nous avons aussi touché des montants de revenus reportés pour les cotisations et les frais d'hébergement payés à Canadiana.org pour les services offerts par le RCDR après la combinaison. Le nouveau fonds de PACP a été créé pour investir les frais de licence et d'abonnement qui étaient auparavant payés à Canadiana dans le programme de numérisation, d'accès et de préservation du RCDR qui a été lancé au début du mois de janvier 2019.

Actifs nets affectés et non affectés : selon la recommandation du CFV et conformément à la politique sur les actifs nets nouvellement adoptée, le RCDR limite à l'interne un total de 1 628 000 \$ de ses actifs nets (40 % de son budget d'exploitation approuvé pour l'exercice 2019-2020). Le conseil d'administration du RCDR a également confirmé dernièrement des politiques qui fixent le plafond du solde d'actifs nets non affectés à un montant équivalent au double du budget d'exploitation approuvé.

État des revenus et dépenses

Contribution nette aux licences : comme le RCDR facture toujours aux membres la totalité des coûts de licence, et que les revenus et dépenses de licence sont équilibrés mensuellement en fonction de la période de licence concernée, la contribution nette aux licences est habituellement nulle.

Les revenus de licence du RCDR sont comparables à ceux du dernier exercice (2018-2019 : 125,4 \$ M, 2017-2018 : 126 \$ M). Les écarts dans les revenus de licence découlent de changements dans le taux de participation aux licences et à la fluctuation du taux de change.

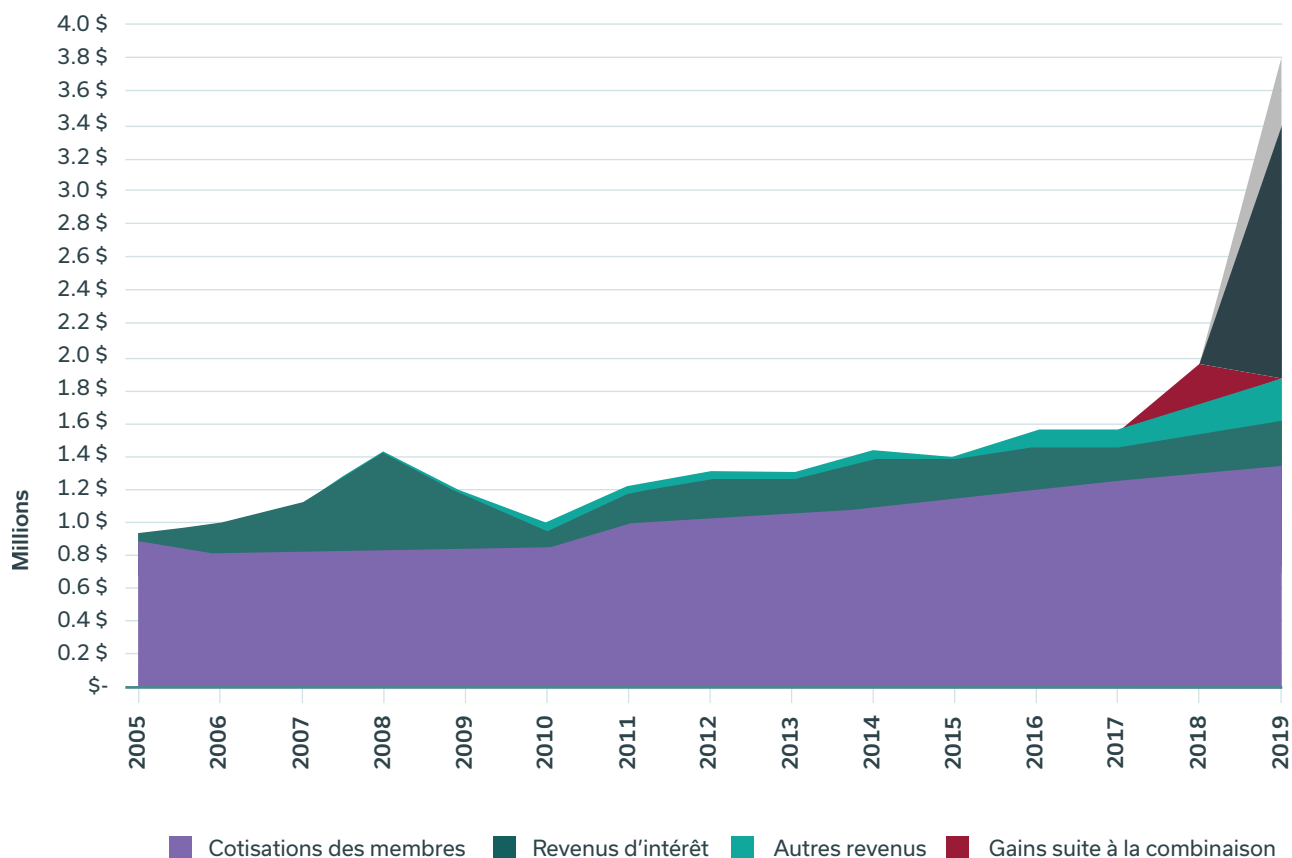
Frais d'exploitation : avec l'approbation des membres, le RCDR a entrepris en 2017-2018 une transition sur deux ans, pour passer de l'ancienne structure de cotisation à 8 niveaux vers la nouvelle structure à 13 bandes. Dans le cadre du processus budgétaire 2018-2019, le conseil d'administration a approuvé une augmentation de 2 % pour les cotisations, ce qui représente une augmentation de 1 308 515 \$ à 1 334 678 \$. Le RCDR compte cette année 79 membres, mais l'impact sur le revenu des nouveaux établissements membres et du membre associé ne se ressentira pas avant l'exercice 2019-2020. L'organisation calcule les cotisations des 75 établissements membres à partir du système de bandes.

Revenus d'intérêt : les revenus d'intérêt sont nettement supérieurs aux prévisions budgétaires, comme les taux d'intérêt ont augmenté de 1,8 % à 2,65 % pendant l'année. Les soldes de trésorerie plus importants que d'habitude (notamment les soldes en USD) au quatrième trimestre ont favorisé les résultats de placement du RCDR. Les politiques de placement du RCDR limitent les choix de l'organisation quant au choix de placements garantis. L'organisation continue donc de prévoir des revenus d'intérêt conservateurs, mais cherche à maximiser les liquidités et les rendements d'investissement, conformément aux limites fixées par le conseil d'administration.

Autres revenus : le RCDR continue de générer des revenus additionnels et de récupérer les coûts dans la mesure du possible, notamment avec les services de taux de change, certains coûts récupérés pour l'assemblée générale annuelle à Vancouver, l'obtention d'une bourse JCT, qui a permis de financer le poste de stagiaire pour les services numériques, et certains coûts récupérés pour le poste de spécialiste du soutien aux membres ORCID-CA. Le RCDR s'engage à chercher d'autres options de revenu dans le cadre de son mandat principal.

Revenus des services de numérisation et du fonds de PACP : il s'agit de deux sources additionnelles de revenu pour l'exercice 2018-2019. L'organisation a notamment entrepris un projet de numérisation pour la Bibliothèque du Parlement pendant l'année, qui représente un revenu total de 377 000 \$. Nous avons transmis aux membres la facture pour la première année du fonds de PACP en décembre 2018. Le revenu total réalisé grâce à ce fonds pendant l'exercice 2018-2019 (incluant les cotisations et frais d'abonnement qui ont été transférés de Canadiana.org vers le RCDR pour la période d'avril à décembre 2018) dépasse les 1,4 \$ millions. Par conséquent, le RCDR a dépassé les revenus prévus au budget de plus de 550 000 \$.

RCDR – Composition du bénéfice d'exploitation



Dépenses liées aux salaires et avantages

socials : les dépenses salariales du RCDR sont environ 7 % inférieures aux prévisions budgétaires, notamment à cause du roulement du personnel et aux délais dans les postes à pourvoir.

Honoraires des professionnels et

entrepreneurs : ces montants étaient inférieurs aux prévisions budgétaires, grâce aux économies en traduction, dans les communications et dans les ressources humaines externes.

Coûts liés à la gouvernance et aux réunions :

le total de ces coûts était inférieur aux prévisions budgétaires, surtout grâce à des économies dans les frais de déplacement du personnel et des membres de comités.

Dépenses administratives : ces dépenses étaient généralement inférieures aux prévisions budgétaires, avec des économies sur les dépenses liées à la conférence, ainsi qu'en publicité et en conception graphique.

Le RCDR a également dépensé moins que les prévisions budgétaires pour la formation, le perfectionnement professionnel et les frais de voyage.

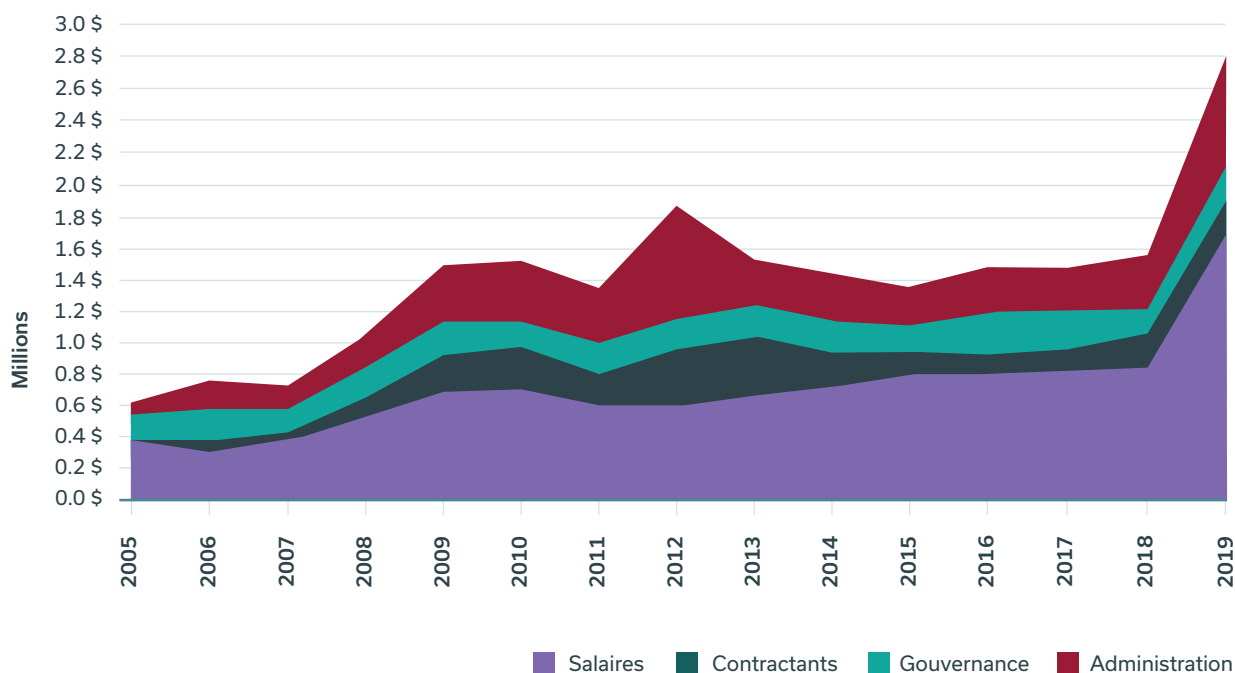
Analyse prospective

Acquisition et prestation de contenu :

l'organisation anticipe peu d'acquisitions importantes prochainement, en reconnaissant que la plupart des membres cherchent à rationaliser leurs budgets de contenu, dont leurs achats par l'entremise du RCDR. Le taux de participation aux licences pourrait donc diminuer et avoir un effet domino sur l'adhésion, ce qui représente un risque organisationnel potentiel.

Le dollar américain continue d'amplifier l'impact des coûts en hausse et de la diminution des budgets de nos membres. L'organisation aura donc encore recours aux contrats à terme et offrira des services de taux de change additionnels, en plus de limiter les factures en USD et de récupérer la totalité des coûts relatifs aux licences offertes.

RCDR – Composition des frais opérationnels



Opérations : les cotisations des membres augmenteront de 2 % en 2019-2020, tel qu'approuvé par le conseil d'administration, ce qui représente une augmentation de 1 334 678 \$ à 1 361 585 \$. L'exercice 2019-2020 marque également la troisième année de transition vers la nouvelle structure de cotisation à 13 bandes. Le conseil d'administration évaluera attentivement les futures hausses de cotisations, ainsi que les changements dans la manière dont les frais sont calculés et administrés, pendant ses délibérations budgétaires, les consultations auprès des membres, la planification stratégique et la mise en place du modèle financier pluriannuel.

Le conseil d'administration a lancé le processus de planification stratégique en 2018, notamment par l'entremise d'une vaste consultation des membres et intervenants. Le plan stratégique sera présenté aux membres pendant l'assemblée générale en octobre 2019. Par ailleurs, le personnel du RCDR doit déterminer les domaines prioritaires pour répondre aux besoins des membres.

Perspective pluriannuelle : à cause des changements relatifs à la présentation financière adoptés il y a sept ans et conformément à la nouvelle politique sur les actifs nets, le solde des actifs nets non affectés du RCDR a diminué, pour atteindre 961 134 \$, ce qui à l'époque était le plus faible niveau atteint dans la brève histoire de l'organisation. Étant donné la croissance de l'organisation, le CFV a recommandé en mai 2019 de faire passer la limite des actifs nets non affectés de 50 % à 40 % dans le budget d'exploitation de l'année suivante. Le conseil d'administration a approuvé le changement, comme l'indiquent les états financiers de l'exercice 2018-2019.

Conformément au plan stratégique, le personnel du RCDR prépare le budget de l'organisation par rapport aux besoins des membres. Le processus budgétaire repose sur un fort consensus, en ce qui concerne l'ampleur des besoins, ainsi que les ressources nécessaires pour la prestation de service, et ce processus est ajusté en fonction de l'horizon pluriannuel. Étant donné le processus de planification stratégique entrepris, le personnel doit établir le budget d'exploitation en tenant compte des besoins opérationnels du nouveau plan stratégique à partir de l'exercice 2020-2021.

